

LES SOLDATS SOCIALISTES DU PORTUGAL

PAR
MARCIO
MOREIRA
ALVES



L'AIR DU
TEMPS

Extrait de la publication

GALLIMARD

38-45

*Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays.*

© Éditions Gallimard, 1975.

CHAPITRE I

La révolution portugaise

Comment une armée coloniale, au service d'un régime fasciste et sous-développé, peut-elle devenir un mouvement de libération ? Comment un corps d'officiers n'ayant reçu aucune éducation politique formelle peut-il glisser, en quelques mois, d'une position libérale classique vers une option socialisante pour, finalement, choisir le socialisme, qu'il définit, en termes d'une irréprochable rigueur, comme « étant une société sans classes, produite par la collectivisation des moyens de production ¹ » ? Par quelle métamorphose secrète la direction du Mouvement des forces armées, M.F.A. *, abandonna-t-elle le personnage du général de Spínola, certes un peu trop caricatural avec son monocle, ses gants et son inséparable bâton de commandement mais certainement rassurant pour l'Internationale de la droite ? Comment a-t-elle pu se fixer de plus en plus sur des commandos aux allures de jeunes premiers, qui parlent en sortant de la brousse comme s'ils y avaient découvert Proudhon et Che Guevara ? Dans quelle mesure le Portugal qui suit son armée vers l'aventure d'une vie nouvelle est-il unique ? Dans quelle mesure est-il encore une fois seul dans le temps — cette fois-ci dans celui de l'avenir, comme il a si longtemps été dans celui du passé ?

Les questions que la révolution portugaise se pose à elle-même, à l'Europe et au monde sont innombrables. A quelques-unes on peut

* Cf. « Organisations du M.F.A. » et « Principaux chefs du M.F.A. » en fin de volume, p. 231 et 233.

1. « Plano de Acção Política do MFA », *Diário de Notícias* du 26 juin 1975.

répondre d'ores et déjà, mais la plus importante est encore une énigme : dans un tiers monde où les structures de domination capitalistes se basent le plus souvent sur des dictatures militaires répressives, y a-t-il un rôle libérateur pour les forces armées traditionnelles ? En d'autres termes : quelle chance a le modèle portugais de se reproduire au Chili, au Brésil, en Indonésie, en Iran, aux quatre coins de ce grand empire fêlé que M. Kissinger essaie de souder à coups de bombardements, de napalm et de massacres ?

L'hostilité de l'O.T.A.N., les menaces bégayées par le président Ford à la veille de son départ pour Bruxelles, en juin 1975, le boycottage économique mis en route en sourdine contre Lisbonne, la hâte des classes dominantes espagnoles à mettre en place les mécanismes de contrôle et l'ouverture de l'après-franquisme sont déjà des esquisses de réponse. Les responsables de l'ordre capitaliste mondial sont effrayés par l'évolution politique de ce bout de l'Europe qui ne leur avait pas donné de soucis depuis longtemps et auquel ils ne pensaient qu'au moment des vacances ou dans les périodes où la main-d'œuvre disciplinée et bon marché se faisait rare. Mais, plus immédiatement, ils tremblent à l'idée que l'infection soit contagieuse, que le socialisme puisse se répandre, comme autrefois le choléra amené d'Orient par les navigateurs. Leur préoccupation la plus urgente est de l'isoler : empêcher qu'il ne gagne le reste de la péninsule ibérique et ne traverse la Méditerranée, vers l'Italie et l'Adriatique. Ils rabattent leurs sorciers pour maintenir le Generalísimo en état de marche à Madrid de même qu'ils inondaient ce pauvre Fanfani de millions dans l'espoir de figer la vie à Rome, ils acceptent d'avaler des couleuvres à Athènes et à Istanbul. Pourtant, ces manœuvres préventives leur font perdre du temps, ce qui diminue leurs chances à Lisbonne. Il est vrai qu'ils comptent sur des alliés : les serviteurs du fascisme, aujourd'hui déguisés en démocrates-chrétiens, en centristes et même en sociaux-démocrates ; les militants de l'ancienne opposition bourgeoise, qui se rallient autour de leur « européenisme » et des slogans sur la liberté d'abord, le socialisme quand cela sera possible. Hélas pour eux : ces groupes, ayant perdu leur pouvoir de feu et étant plus disposés à verser le sang des autres que le leur, ne semblent pas faire le poids face au M.F.A. et aux masses ouvrières.

La révolution naît quand les ordinateurs sommeillent. Comme tout être vivant, elle croît avec le temps. Pendant que l'Internationale de la droite essaye d'endiguer ses effets, elle consolide son option idéologique au sein du M.F.A. et la répand plus largement dans le Portugal. Ce faisant, elle donne des cauchemars aux programmeurs de la C.I.A. qui, dans leurs quartiers généraux de la Virginie, doivent se désespérer de n'avoir pas prévu, encore une fois, la possibilité d'une surprise.

C'est le caractère surprenant de la Révolution portugaise qui l'a rendue possible et qui, aujourd'hui, la rend plus vulnérable. Pour intervenir dans un pays quelconque de l'Amérique latine, les schémas sont tout prêts. Les Américains ont débarqué leurs troupes si souvent chez leurs voisins — plus de cent fois, selon la Chambre des représentants des États-Unis² — et ont si souvent poussé au renversement des gouvernements hostiles à leurs intérêts que leurs plans d'opération doivent être usés par l'emploi. N'importe quel néophyte des services secrets est capable de les appliquer, résultats garantis. Mais l'Amérique latine est une chasse gardée de l'Empire américain, reconnue comme telle par ses adversaires eux-mêmes. L'Europe, bien que sous la direction de cet Empire, est plutôt un allié qu'il guide qu'un serviteur qu'il corrige. Intervenir outre-Atlantique pose bien plus de problèmes qu'envahir une province des Caraïbes. Et le Portugal, tout en étant un pays classique du tiers monde par sa structure de classes et son sous-développement, est géographiquement, culturellement et historiquement, un pays européen. C'est une vieille métropole, décrépite, certes, mais métropole néanmoins, ayant produit des saints et des bandits, des papes et des conquérants comme toute autre nation respectable et « civilisée ». On ne franchit pas les plus anciennes frontières d'Europe à la tête de troupes appartenant à des gouvernements travaillistes, sociaux-démocrates ou démocrates chrétiens comme s'il s'agissait d'un débarquement de marines dans un quelconque Guatemala. Comment faire avaler aux électeurs de M. Wilson ou de M. Schmidt, qui se réclament de la

2. « Committee on Foreign Relations and Committee on Armed Services », *Situation in Cuba*, U.S. Congress, Washington, 1962, p. 80-87.

gauche, une expédition coloniale punitive dans un pays blanc à la portée de leurs balades d'été? Une intervention unilatérale des États-Unis, en dehors des cadres de l'O.T.A.N. serait plus délicate encore. D'abord, elle briserait l'espoir des grands courants socialistes européens d'accéder un jour au pouvoir par une voie non violente, ce qui risquerait de détruire l'équilibre politique interne du continent. Ensuite, elle se heurterait à la dynamique de la coexistence pacifique avec l'U.R.S.S., la plus grande puissance maritime de nos jours dont les intérêts en Méditerranée orientale seraient profondément affectés par le précédent d'une action militaire nord-américaine là où leurs zones d'influence se touchent. Comme Nicos Poulantzas l'observe judicieusement, « la présence soviétique en Méditerranée est un élément constitutif du nouveau rééquilibrage du rapport de forces, et cela a des effets importants pour les pays de cette région : tout en provoquant, de la part des États-Unis, des tentatives de contrôle renforcé des pays de l'O.T.A.N., elle rend en même temps leurs interventions massives et ouvertes dans cette région autrement plus risquées qu'auparavant³ ».

Comprendre la surprise des Américains et du monde capitaliste face à la révolution portugaise est chose facile : si nous nous habituons pendant un demi-siècle à penser que rien ne se passe à un endroit donné, nous finissons par croire que rien ne peut s'y passer. C'est un peu ce qui est arrivé.

Le Portugal était considéré comme un solide bastion de la réaction mondiale, la retraite parfaite pour caser les rois déchus et les dictateurs renversés. Les manuels d'histoire rendaient dûment hommage à l'épopée de ses navigateurs de la Renaissance et passaient sous silence la répression ouatée de sa tyrannie contemporaine. C'est que la police portugaise, tout comme la petite élite désuète qu'elle servait, tenait à ses manières. La P.I.D.E. torturait par la privation de sommeil et non pas par des électrochocs comme la D.O.P.S. brésilienne. Elle n'étaillait pas les cadavres sur les trottoirs, à la vue des cameramen étrangers, comme les sicaires de Pinochet ou de Thieu. Elle tuait au compte-gouttes et surtout les communistes, ces parias du monde

3. Poulantzas, Nicos : *La Crise des dictatures*, François Maspero, Cahiers Libres, Paris, 1975, p. 41.

occidental dont la condition humaine est souvent oubliée par les bien-pensants. Les opposants libéraux étaient plutôt conduits à la frontière qu'au camp de concentration du Tarrafal.

Il est vrai que les guerres coloniales étaient politiquement coûteuses aux États-Unis et à leurs amis. Dans le marchandage de voix des couloirs des Nations unies, les ambassadeurs américains et anglais étaient gênés par leurs instructions de s'abstenir au moment des votes condamnant le colonialisme portugais. Mais cette gêne était bien récompensée. Les guerres avaient ouvert les territoires de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée aux compagnies pétrolières, aux trusts du diamant, aux exploiters de l'uranium. Le Portugal était une source d'embarras mais aussi un allié qui disposait de matières premières précieuses et d'une position géographique stratégique. Soudainement, ce pays sûr et endormi s'éveille et menace de devenir le premier en Europe occidentale à abandonner le capitalisme. Il faut convenir qu'il y a de quoi faire pleurer le *New York Times* sur la mort des « libertés », faire partir *L'Aurore* en croisade pour la démocratie et faire soupirer le *Times* de Londres sur le bon vieux temps où la flotte de Sa Majesté, ancrée sur le Tage, arrachait aux gouvernants de Lisbonne des lambeaux de leurs provinces d'Afrique.

Comment ce phénomène a-t-il pu se produire ? Quelles conséquences peut-il avoir ? Qui sont ces étranges militaires qui tiennent en Europe un discours insolite, le genre de discours que les gouvernements libéraux financent parfois quand il est celui des nègres, des Asiatiques, des Latino-Américains, de tous ces gens de « là-bas », mais qui semble si déplacé et menaçant pour ces mêmes gouvernements quand il est celui des voisins ?

Si nous partons de catégories de pensée « occidentales » — et par là je veux dire autant celles de la démocratie parlementaire bourgeoise que de l'analyse marxiste des contradictions des classes sociales dans une société capitaliste industrialisée — nous restons sur notre faim face au Mouvement des forces armées. Pour le comprendre il faut chercher un autre schéma théorique, celui qui s'applique aux colonies, aux pays typiquement dépendants, à ceux où la paysannerie a dans la révolution un rôle important. Car le M.F.A. est un mouvement de libération du tiers monde, né en Afrique, idéologiquement

formé par ses adversaires momentanés du P.A.I.G.C. de la Guinée, du F.R.E.L.I.M.O. du Mozambique, du M.P.L.A. de l'Angola. Ce qui les différencie, à part leurs motivations initiales — indépendance nationale chez les uns, refus de la guerre, chez les autres — est la délimitation de leur champ d'action. Les mouvements de libération africains ont assumé, dès leurs débuts, la tâche de politiser et de mobiliser des peuples qu'ils définissaient a priori comme étant sous-développés. Le M.F.A. ne s'est aperçu du sous-développement de son peuple européen qu'après coup, quand les campagnes de « dynamisation culturelle » l'ont jeté en face de la réalité de son pays. Ces campagnes, entreprises peu avant la chute du général de Spínola, le 30 septembre 1974, et accélérées depuis, ont été de véritables expéditions à la découverte du Portugal réel et, par là même, des écoles de démythification des conceptions élitistes et « européanistes » que les militaires pouvaient encore entretenir. Mais, bien que suffisamment importantes pour créer un consensus militaire autour des définitions socialistes de juin 1975, elles ne les ont pas déterminées.

Il est probable que ce serait trop simplifier que d'attribuer toute l'évolution du M.F.A. à son identification aux objectifs et à l'idéologie des mouvements de libération africains. Pourtant, cette influence semble être essentielle, même si d'autres facteurs ont sans doute contribué à la clarification de ses options politiques. Parmi ces facteurs j'aurais tendance à en qualifier trois comme étant accidentels, dans le sens qu'ils sont des accidents de l'histoire du Mouvement et non pas une partie nécessaire de son développement.

Le premier facteur accidentel relève de l'emploi des forces armées portugaises en Afrique, emploi déterminé par la nature de la guerre qui y avait lieu. C'était une guerre de guérilla classique, qui n'était pas soutenue par un mouvement de guérilla urbaine comme dans le cas de la guerre d'Algérie ou de la Révolution cubaine. Cela a épargné à l'armée portugaise — contrairement à ce qui s'est passé en Algérie — la souillure de la torture en masse. En plus, les gouvernants fascistes portugais avaient un sens de classe aigu. N'ayant pas un besoin urgent de lancer leurs officiers dans l'engrenage torionnaire, ils laissaient ce sale travail à leurs serviteurs plus humbles : les agents de la police politique. L'attribution de la responsabilité

de la surveillance des camps de prisonniers à la P.I.D.E. avait aussi l'avantage d'entretenir la fiction d'une lutte contre les « terroristes », puisque le gouvernement portugais a toujours refusé de considérer les guerres d'Afrique comme étant des guerres de libération nationale. La non-ingérence dans la torture a même permis aux officiers d'information d'envisager sans crainte l'élimination du système répressif. Par contre, la peur d'une vengeance contre leurs activités de tortionnaires a lancé les agents de la P.I.D.E. dans une tentative de résistance armée contre le coup d'État du 25 avril 1974. C'est autour de leur quartier général à Lisbonne que les seuls coups de fusil ont été tirés, que les seules victimes de la « Révolution des Fleurs » ont trouvé leur mort. Cette résistance était prévue par le major Otelo Saraiva de Carvalho, organisateur des opérations militaires contre le régime, ce qui l'a empêché de placer le Q.G. de la P.I.D.E. parmi ses objectifs immédiats. Il pensait que les centres du pouvoir tombés aux mains des rebelles et l'inutilité d'une résistance établie, la police se rendrait spontanément ⁴. C'est la haine populaire contre la P.I.D.E. et l'initiative de quelques civils partis à l'attaque de la police politique qui ont forcé les militaires à changer leurs plans et, en conséquence, à ouvrir le feu contre les policiers.

Le second facteur accidentel a été la démocratisation que la longue guerre a introduite dans la composante de classe du corps des officiers. Cette démocratisation a commencé par l'abolition, en 1958, d'un usage très Ancien Régime : l'obligation imposée aux élèves des écoles militaires de financer leurs trousseaux, dont le coût pouvait atteindre des sommes hors de portée des familles de la petite bourgeoisie.

A partir des premiers combats en Angola, en 1961, le gouvernement a multiplié les facilités offertes à ceux qui désiraient suivre la carrière militaire, ce qui a considérablement popularisé l'origine des cadres permanents des forces armées. Il faut noter que presque tous les membres du Conseil de la Révolution sont devenus officiers après 1958. D'autre part, c'est à partir de l'intensification des luttes

4. Voir l'interview d'Otelo Saraiva de Carvalho dans *Revista do Povo* du 1^{er} novembre 1974, p. 22.

de libération coloniales que les *milicianos* — officiers appelés — sont devenus plus nombreux, dépassant rapidement en nombre les officiers de carrière, jusqu'à représenter aujourd'hui 90 % du total.

L'incorporation en masse de ces jeunes universitaires a souvent été présentée, par des journalistes de passage qui n'arrivaient pas à s'expliquer la politisation du M.F.A., comme étant un des éléments fondamentaux de cette politisation. Les *milicianos* ont eu, sans doute, un rôle, mais il me semble exagéré de le considérer comme fondamental. D'abord, parce que ces étudiants sortaient de l'université fasciste, où le débat d'idées existait, certes, mais n'atteignait qu'une partie infime des élèves et cela même dans certaines facultés plus « rouges », comme, par exemple, la faculté d'économie. L'indifférence politique et, plus notamment encore, l'ignorance politique, sont les traits caractéristiques de la plupart des étudiants portugais d'aujourd'hui, plus d'un an après la chute du fascisme. Au moment de son apogée elles devaient être plus marquées encore. Secundo, n'accèdent à l'université portugaise que les enfants des classes possédantes, en raison de l'insuffisance des places dans l'enseignement gratuit et de l'organisation des études secondaires. Donc, encore moins qu'ailleurs, le milieu étudiant ne pouvait être un foyer important de théories révolutionnaires. Finalement, selon mes observations personnelles, en discutant du problème avec des responsables du M.F.A. ou en lisant leurs témoignages, je n'ai jamais pu constater une forte influence des *milicianos*. Au contraire : les premières réunions des « capitaines » ont eu comme motivation immédiate l'animosité des officiers professionnels envers ces camarades adventices, indûment protégés par un décret gouvernemental qui favorisait leur avancement.

Un dernier facteur de démocratisation, à mon avis infiniment plus important que la présence des *milicianos*, a été la guerre elle-même. C'est cette guerre pauvre, menée avec des moyens extrêmement réduits, qui a resserré le contact et la solidarité entre les officiers et les soldats. C'est en partageant avec leurs hommes de troupe les risques du combat et les dures conditions de vie dans la brousse que beaucoup des leaders du M.F.A. ont compris ce qu'était le peuple portugais et les injustices qu'il subissait. Par esprit de loyauté d'abord, par un sentiment d'identification ensuite, ces officiers ont assumé le

désespoir et la révolte de leurs subordonnés contre une société qui ne leur offrait comme choix que la misère ou l'émigration.

Les temps creux d'une guerre faite d'attentes qu'ils ne commandaient pas seraient à additionner aux facteurs accidentels de la politisation du M.F.A. Ces loisirs, et le fait que la P.I.D.E. n'osait pas censurer les lectures des officiers, leur ont permis de prendre connaissance d'auteurs qui leur auraient été normalement interdits ou qui leur seraient restés inconnus. C'est ainsi, par exemple, que le major Melo Antunes, principal rédacteur du programme du M.F.A., a laissé une petite bibliothèque à son successeur dans un poste de la brousse angolaise, en 1962. Parmi les romans policiers et d'aventures se trouvait un livre politique : *Les Damnés de la terre*, de Franz Fanon. Lu et annoté.

A part l'influence des mouvements africains de libération, les facteurs qui ont influencé la nature même du M.F.A. sont : la durée de la crise portugaise; la pénétration de quelques militants communistes dans le corps des officiers; les initiatives politiques des masses populaires portugaises, initiatives qui se sont manifestées depuis le 25 avril et qui ont énormément accéléré le processus révolutionnaire.

La crise du capitalisme portugais précède la crise coloniale. L'élan possible d'une bourgeoisie issue du XIX^e siècle avait été brisé en 1926 par l'établissement de la dictature salazariste. Cet élan dépendait de la domination par cette bourgeoisie d'un appareil d'État capable de centraliser les décisions économiques, domination semblable à celle établie en France au cours de la III^e République et en Allemagne après Bismarck. Or, ce que Salazar organisa ce fut la consolidation d'une alliance de classes à l'ancienne, dans laquelle la direction politique du pays était entre les mains des représentants du capitalisme mercantile, alliés aux grands propriétaires terriens et appuyés idéologiquement par l'Église. Ce cadre est typique des premières années du XIX^e siècle, non pas de sa fin. Sont caractéristiquement fin de siècle dans la dictature salazariste : la direction politique, le césarisme rétrograde qui ressemble à celui de Napoléon III, mais pas la direction économique. Il est vrai que la gigantesque concentration des moyens économiques entre les mains de sept grandes banques portugaises peut nous mener à penser à une répétition du

modèle de développement d'une économie industrielle sous le contrôle du capital financier. C'est une erreur. Le capital financier influençait, certes, le développement des moyens de production, mais il ne contrôlait pas, au moins totalement, du vivant de Salazar, la direction de ce développement. C'est en partie pour cette raison que le Portugal n'a pas réussi une industrialisation comme celle de l'Italie. Le bloc historique formé par le fascisme a survécu de trente ans à son utilité pour la bourgeoisie industrielle. C'est en partie aussi pour cela que son capitalisme était si parasitaire, si arriéré, et que ses industriels les plus dynamiques cherchaient à se débarrasser des restes du salazarisme. La crise coloniale n'a fait qu'augmenter celle du capitalisme portugais en tendant à la rendre insupportable. Il ne faut pas oublier que le Portugal a connu, en 1973, les plus hauts taux d'inflation et de chômage des quarante dernières années. Une crise aussi longue devient organique, dans le sens gramscien, et doit aboutir à la reformulation des structures politiques sous l'hégémonie d'une nouvelle classe dominante. La bourgeoisie industrielle et les officiers qui lui étaient fidèles ont pensé que cette classe serait la leur. Normalement, cela aurait dû être vrai. Mais les autres facteurs structurels qui ont agi dans la crise ont donné un tour qui peut devenir historique.

Les *mass media* du monde capitaliste, dont l'intérêt est de créer une opinion publique favorable à une éventuelle intervention dans les affaires portugaises, ont beaucoup insisté sur l'influence du Parti communiste sur le M.F.A. Cette influence est grossièrement exagérée, pour autant qu'on puisse la vérifier. Il est vrai que le P.C.P. donnait à ses militants appelés au service militaire la consigne de s'incorporer plutôt que de s'exiler. Il est indiscutable que des officiers très en vue, tels que le célèbre colonel Varela Gomes, l'un des rares militaires à avoir pris les armes contre le fascisme avant le 25 avril 1974, sont des militants ou des sympathisants du Parti. Il est probable que, parmi ceux-là, au moins trois font partie du Conseil de la Révolution, sorte de bureau politique du M.F.A., composé de 29 officiers. Mais c'est tout : les communistes sont une influence parmi d'autres. Les autres membres du Conseil de la Révolution se considèrent aujourd'hui comme marxistes, mais ils le sont devenus par la force des choses. Leurs premiers pas sur le chemin de la révolution ont été faits un

peu sans le savoir, comme la prose de M. Jourdain. Ils sont bien trop jaloux de leur rôle, bien trop fiers de leur position de libérateurs pour accepter la tutelle de n'importe quel parti. Si les positions du M.F.A. et du P.C.P. coïncident souvent, ce n'est pas seulement parce que les deux forces veulent changer le mode de production au Portugal, mais surtout parce que le Parti communiste s'essouffle à suivre le *timing* du M.F.A., qui lui semble parfois trop rapide, et non pas l'inverse⁵.

Si l'influence du P.C.P. sur le M.F.A. est réelle, elle ne s'exerce pas directement de l'intérieur mais par le biais de son influence sur les masses populaires organisées. Le Mouvement souffre en effet d'une contradiction difficilement surmontable : tirant son origine d'une couche bureaucratique armée, il se veut l'avant-garde des travailleurs dans leur progression vers le socialisme. Il considère l'ensemble peuple-M.F.A. comme un ensemble dialectique et non contradictoire. Cette autovision, qui s'est révélée correcte jusqu'à présent, suppose une certaine humilité envers les aspirations et les initiatives des masses. Dans la mesure où les militants du P.C.P. sont, parmi les travailleurs organisés, ceux qui ont une plus ancienne tradition de lutte, une plus forte capacité de mobilisation, donc une audience qui dépasse largement les électeurs du Parti, ils se transforment en courroie de transmission des revendications des ouvriers vers le M.F.A. C'est essentiellement pour cela que leurs mots d'ordre pèsent sur les décisions du Conseil de la Révolution. En fin de compte, on ne fait pas une révolution populaire sans le peuple et, jusqu'à présent, ce peuple a été encadré par le P.C.P. quand le besoin s'est présenté de faire entendre ses désirs.

L'historien Cesar de Oliveira — un des plus lucides analystes de la politique portugaise et l'idéologue d'un groupe militaire puissant — constate que « les mouvements de masse apparaissent seulement quand le P.C.P. a besoin de renforcer son pouvoir politique ou d'occuper de nouvelles positions tactiques. Les mouvements de masse peuvent exister partagés entre le P.C. et d'autres forces poli-

5. Marcel Niedergang, envoyé spécial du *Monde* est arrivé à la même conclusion. Voir « L'Armée portugaise ou la fascination du pouvoir », *Le Monde* du 6 février 1975.

tiques; ils pourront même avoir des contenus particuliers (antimonopolistes, antilatifundistes, antiréactionnaires, etc.) et prendre des formes et des expressions radicales, comme dans le cas de l'occupation des terres de l'Alentejo. Mais, sans le P.C.P., il n'y a pas un mouvement populaire des masses.

« Le M.F.A. peut donc se trouver face à un dilemme dramatique : avancer en s'appuyant sur un front politique quelque peu indéfini et sans limites précises mais dans lequel l'hégémonie du P.C.P. serait claire et indiscutable, ou freiner le processus, ce qui renforcerait les positions contre-révolutionnaires et démocratiques bourgeoises du Parti socialiste (P.S.), du Parti populaire démocratique (P.P.D.) et du Centre démocratique et social ⁶ (C.D.S.). »

Ce dilemme ressemble à celui du Mouvement du 26 Juillet après la chute de Batista et avant l'invasion de la baie des Cochons : comment faire une révolution originale dans un pays où la plupart des révolutionnaires civils appartiennent au P.C. sans se laisser dominer par les tendances bureaucratiques et sectaires des fonctionnaires de l'appareil du Parti ?

A Cuba la popularité et la capacité de commandement de Fidel Castro a facilité les choses, car en faisant appel directement aux masses il a été possible de former par la base le front uni que les dirigeants auraient pu refuser. Et même là-bas il a été plus tard nécessaire de purger l'appareil de l'État des sectaires qui essayaient de le dominer et d'envoyer leur chef, l'ex-secrétaire général du Parti communiste, Anibal Escalante, dans une ferme de rééducation. Mais il n'y a pas de Fidel Castro au Portugal et l'implantation, de même que la capacité de lutte du P.C.P. n'a pas de rapport avec les hésitations des communistes cubains, qui, en 1959, venaient à peine de se libérer de l'influence des déviations de droite du Parti communiste des États-Unis. Donc, le problème posé par Cesar de Oliveira est vivement ressenti par les membres du M.F.A. C'est pour cela qu'ils ont, dans leur définition politique du 21 juin 1975, privilégié une

6. Oliveira, Cesar de : *MFA e a Revolução Socialista*, Diabril Editora, Lisboa, 1975, p. 150 et 155.

sorte de démocratie directe, basée sur le développement d'organisations populaires unitaires, d'associations de voisinage, de petits clubs révolutionnaires semblables à ceux qui ont fleuri à Paris en 89, ou, pour chercher l'exemple le plus proche et qui sans doute a pesé sur le choix d'un modèle, semblables aux Comités de Défense de la Révolution de Cuba. C'est pour cela aussi que l'amiral Rosa Coutinho, ex-gouverneur de l'Angola, a proposé la création d'un « M.F.A. civil ». C'est que l'ambition des forces armées est de se transformer véritablement en « peuple en armes », de devenir le ciment d'un front révolutionnaire dans lequel se dissoudraient les organisations socialistes qui existent aujourd'hui. Selon l'analyse en cours, ce front serait l'instrument capable de résoudre la contradiction entre l'élan populaire et la composition professionnelle du M.F.A. Il n'éliminerait pas les partis politiques, mais ne leur laisserait qu'un rôle de clubs de discussion politique, ce qui conduirait à leur disparition, faute d'objectifs concrets, et au brassage de leurs militants révolutionnaires dans les organisations unitaires.

C'est ce projet, inédit et encore sans expérience concrète, qui a mené l'assemblée du M.F.A. à adopter, le 8 juillet 1975, une résolution qui a force de loi pour « institutionnaliser l'alliance peuple-M.F.A. ». Cette résolution prévoit la constitution d'un pouvoir populaire échelonné qui aurait des interlocuteurs directs aux différents niveaux du système de prise de décisions militaires.

Le premier degré du pouvoir populaire serait formé par les commissions de voisinage, les commissions de travailleurs et d'autres organisations de base qui formeront, par arrondissements, les assemblées locales. Les assemblées locales éliront ceux des leurs qui devront former les assemblées municipales dont les interlocuteurs directs seront les assemblées des unités militaires. Au niveau immédiatement supérieur doivent se trouver les assemblées populaires régionales et les assemblées des régions militaires. Finalement, au sommet du pouvoir législatif, se trouveront l'Assemblée populaire nationale, élue par les précédentes, et l'assemblée du Mouvement des forces armées. Toute cette organisation est coiffée par le Conseil de la Révolution, « organe suprême de la souveraineté nationale ».

Il n'est pas surprenant que les partis bourgeois, qui voulaient

prendre le pouvoir par la voie électorale classique, se soient retirés du gouvernement après la promulgation de cette loi qui rend dérisoire leur parlementarisme et inutile la majorité qu'ils avaient obtenue aux élections du 25 avril 1975.

Les possibilités de réussite d'un tel projet sont peut-être discutables, mais, malgré ses imprécisions, il semble être provisoirement le seul à répondre à la principale contradiction interne du M.F.A. entre son origine professionnelle et sa vocation de pouvoir populaire. Il est évident que son évolution dépendra autant de la rapidité de l'implantation des solutions collectivistes au niveau de la production que de l'unité interne du mouvement et de l'antagonisme des partis bourgeois, actuellement rassemblés derrière les organisations sociales démocrates et « socialistes ». Cet antagonisme se répercute à l'intérieur du M.F.A. et divise ses cadres. Mais, si l'organisation des travailleurs arrive à assurer la production elle produira aussi les cadres nécessaires à la mise en route des organisations de base, sur lesquelles l'aile gauche du M.F.A. mise sa stratégie. Si, par contre, l'intervention des militaires se rend indispensable à la direction de la production, un courant paternaliste-populiste, comme dans certains pays latino-américains, pourra prédominer. La créativité révolutionnaire serait alors stoppée ou diminuée, la participation populaire dans le processus de décision serait plus apparente que réelle, telle qu'elle se manifeste déjà au niveau des assemblées des forces armées, où les sergents et les soldats sont nombreux et ont toute liberté pour exprimer leurs opinions, mais où les voix qui pèsent continuent à être celles des officiers de carrière.

La contre-révolution apprend par ses défaites. La Sierra Maestra ne se reproduira pas en Amérique latine. La Révolution d'Octobre n'éclatera pas à Londres ou à Paris. C'est parce qu'ils se refusent à prendre connaissance de la réalité qu'ils veulent changer que les révolutionnaires qui apprennent par cœur un modèle victorieux et essayent ensuite de le transposer chez eux ne dépassent jamais leur volontarisme, n'arrivent jamais au pouvoir. Les véritables révolutionnaires sont contraints à l'originalité. Le Conseil de la Révolution portugaise ne cesse d'affirmer la sienne, tout en la cherchant. Pourtant, même trompeuses, les analogies peuvent être utiles, au

LES SOLDATS SOCIALISTES DU PORTUGAL

PAR MARCIO
MOREIRA ALVES

Marcio Moreira Alves, écrivain et militant politique de la résistance antifasciste brésilienne, docteur de la Fondation Nationale des Sciences Politiques de Paris, vivait en France depuis que la dictature brésilienne avait annulé son mandat de député et l'avait forcé à l'exil. Il a accouru à Lisbonne dès la chute du régime fasciste et, depuis septembre 1974,

il y est professeur à l'Institut Supérieur d'Économie. Seul conférencier étranger à participer au programme d'éducation politique interne de l'armée de l'air — la "dynamisation culturelle", comme on dit à Lisbonne — il a pu avoir un contact suivi et prolongé avec ces soldats socialistes qui essaient de mener à bien une

révolution sans précédent. C'est à partir de cette expérience vécue à deux niveaux — celui de l'Université et celui du Mouvement des Forces Armées — qu'il a entrepris de décrire la situation portugaise en s'appuyant aussi sur une bibliographie importante et sur des documents officiels.

En tant que Brésilien, Marcio Moreira Alves n'est pas vraiment étranger au Portugal, car les liens entre l'ancienne colonie de l'Amérique du Sud et la vieille métropole européenne sont multiples et profonds. Cela élimine les barrières culturelles, facilite le contact et aide à la compréhension des problèmes. Mais, d'autre part, il n'est pas vraiment portugais, ce qui lui permet un certain détachement pour analyser l'évolution de la situation.

Ce livre décrit fondamentalement le M.F.A., que l'auteur considère comme la principale force politique du pays, le moteur de la révolution et l'embryon d'un futur front qui pourra intégrer tous ceux qui sont favorables à la construction du socialisme au Portugal.

